Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-977** **07/12/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste d'assistant administratif (F/H) (titulaire de catégorie C ou B ou agent contractuel – CDD 3 ans) à Rochefort (17).

  Date limite de candidature : 31 décembre 2017.

- 1 poste de chargé de projet programme Life Méditerranée (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD 3 ans) à Aix en Provence (13).

  Date limite de candidature : 31 décembre 2017.

- 1 poste de coordinateur de programme Life (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD 3 ans) à Rochefort (17).

  Date limite de candidature : 31 décembre 2017.

- 1 poste de chargé de projet programme Life Manche mer du Nord (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD 3 ans) à Caen (14).

  Date limite de candidature : 31 décembre 2017.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

1 poste de chef de l'unité petite faune sédentaire (F/H) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel – CDI) la localisation est à définir.

Date limite de candidature : 31 janvier 2018.

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) :

1 poste de chef du service recrutement emploi formation (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ ou agent contractuel) à Saint Mandé (94).

Date limite de candidature : 22 décembre 2017.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de développeur SIG au parc national de la Guadeloupe (F/H) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel – CDD de 3 ans) à Saint-Claude (973).

  Date limite de candidature : 12 janvier 2018.

- 1 poste de chargé de mission " faune sauvage " (gestion cynégétique, interaction faune sauvage/faune domestique) (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDI) à Nice (06).

  Date limite de candidature : 19 janvier 2018.

Organisation mondiale de la santé animale (OIE) :

- 1 poste de représentant sous-régional de l'OIE (F/H) (titulaire de catégorie A+ en mise à disposition) à Bruxelles.

  Date limite de candidature : 7 janvier 2018.

- 1 poste de chargé de mission – service des statuts (F/H) (titulaire de catégorie A+ en mise à disposition) à Paris 17ème.

  Date limite de candidature : 7 janvier 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute
Un assistant administratif (H/F)
Temps incomplet à 70% (CDD de 3 ans)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, de la direction de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Description des missions de la DGPAT

La DGPAT est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.
Outre son directeur, la DGPAT est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire.
Par ailleurs, une équipe projet de quatre agents sera constituée en 2018 pour mener à bien le programme « adapto ».

Description du poste à pourvoir

Un programme, nommé « adapto », visant à expérimenter une gestion souple du trait de côte sur 10 sites pilotes et à promouvoir ce type de solutions le plus largement possible, est éligible aux fonds « Life » de l'Union européenne pour une durée de 4 ans.

Sous l'autorité hiérarchique du coordinateur du programme Life, l'assistant administratif sera chargé d'accompagner l'équipe projet constituée du coordinateur et de deux chargés de projet dans les tâches administratives nécessaires à la mise en œuvre du programme Life « adapto ».

Les principales missions demandées sont les suivantes :

- Assurer le suivi budgétaire et financier des actions du programme selon les procédures définies par la Commission européenne ;
- Rassembler et archiver les pièces juridiques et comptables exigées par la Commission européenne ;
- Renseigner les tableaux de bord à destination de la Commission européenne, participer à la collecte ou à la rédaction des pièces nécessaires à la constitution des rapports d'activités ;
- Assurer la mise à jour des outils de communication en ligne (site internet, page Facebook…)
- Prendre en charge l'organisation matérielle des réunions liées au programme ;
- Organiser les déplacements des chargés de projet (réservations des transports, logements, remplir les états de frais) ;
- Appuyer les chargés de projet dans la rédaction des pièces constitutives des marchés publics ;
- Assurer le secrétariat courant de l'équipe projet (rédaction de courrier, classement…).

Compétences requises

- Rigueur, très bonne organisation
- Qualités rédactionnelles
- Maîtrise de Word et Excel
- Autonomie
- Compréhension de l'anglais appréciée
- Connaissance des outils web (réseaux sociaux) appréciée

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du coordinateur du programme Life basé à Rochefort (17) au sein de la DGPAT. Il est en relation fonctionnelle avec les services centraux de Rochefort (en particulier ceux du secrétariat général) et le cas échéant avec les délégations de rivages.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie C ou B, agent contractuel en contrat à durée déterminée de 3 ans ou fonctionnaire en détachement à temps incomplet de 70% (prolongation possible d'une année conformément à la durée du Life).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er février 2018**. Il est localisé à Rochefort (17)

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées de la copie des diplômes, sont à adresser **au plus tard le 31 décembre 2017 ;**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

Nadia SANZ-CASAS, responsable de la mission Interface Terre-Mer, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : n.sanz-casas@conservatoire-du-littoral.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute Un chargé de projet programme Life Méditerranée (H/F) (CDD de 3 ans), temps incomplet (80%)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, de la direction de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Description des missions de la DGPAT

La DGPAT est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.
Outre son directeur, la DGPAT est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire.
Par ailleurs, une équipe projet de quatre agents sera constituée en 2018 pour mener à bien le programme « adapto ».

Description du poste à pourvoir

Un programme, nommé « adapto », visant à expérimenter une gestion souple du trait de côte sur 10 sites pilotes et à promouvoir ce type de solutions le plus largement possible, a été retenu au titre d'un contrat « Life » de l'Union européenne pour une durée de 4 ans.

Sous l'autorité hiérarchique du coordinateur du programme Life et sous l'autorité fonctionnelle des délégués de rivages, le chargé de projet Méditerranée, assurera la mise en œuvre des actions inscrites dans ce programme pour les sites du Petit et Grand Travers (34), des Vieux Salins d'Hyères (83) et du delta du Golo (2B).

A ce titre, le chargé de projet :

- Assure la mise en œuvre du programme sur les 3 sites en veillant à faire respecter les termes du contrat Life, dont les contraintes budgétaires et temporelles inscrites dans le programme.
- Rédige des rapports à destination de la commission européenne.
- Constitue le relais régional pour les études et enquêtes nationales liées au programme (écologie, économie, perception sociale, pédagogie à l'environnement…).

- Contribue activement à l'organisation des échanges d'expérience et à la préparation de documents et outils média destinés à promouvoir les résultats du programme.
- Participe également en tant que de besoin à la mise en œuvre des actions transversales prévues dans le cadre du programme.

En étroite relation avec les délégations Languedoc-Roussillon, PACA et Corse :
- Rédige les cahiers des charges des études et des travaux à réaliser, en assure le suivi et organise les réunions de préparation, de suivi ou de restitution afférentes.
- Contribue au plan local aux réunions nécessaires à la bonne marche du programme (réunions d'information, de concertation, comité technique, comité de pilotage…).

Compétences requises

- Expérience en gestion et suivi de projet
- Capacité de synthèse et qualités rédactionnelles
- Rigueur, organisation, autonomie
- Très bon relationnel, capacité de médiation
- Mobilité géographique pour assurer les déplacements sur les 3 sites
- Connaissances SIG appréciées

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du coordinateur du programme Life basé à Rochefort (17) au sein de la DGPAT et sous l'autorité fonctionnelle des délégués de rivages Languedoc-Roussillon, PACA et Corse.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A, agent contractuel ou fonctionnaire en détachement pour une durée déterminée de 3 ans à temps incomplet 80% (prolongation possible d'une année conformément à la durée de 4 ans du Life).
Formation universitaire ou équivalent de bac+3 à bac +5, avec une expérience en gestion de projet.
Ce poste nécessite des déplacements fréquents sur les trois sites.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé à Aix en Provence (13) avec nombreux déplacements en Languedoc Roussillon et en Corse ou le cas échéant, à Montpellier (34) avec de nombreux déplacements en PACA et en Corse.

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées de la copie des diplômes, sont à adresser **au plus tard le 31 décembre 2017 :**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

Nadia SANZ-CASAS, responsable de la mission Interface Terre-Mer, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : n.sanz-casas@conservatoire-du-littoral.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute Un coordinateur de programme Life (H/F) (CDD de 3 ans)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, de la direction de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Description des missions de la DGPAT

La DGPAT est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.
Outre son directeur, la DGPAT est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire.
Par ailleurs, une équipe projet de quatre agents sera constituée en 2018 pour mener à bien le programme « adapto ».

Description du poste à pourvoir

Un programme, nommé « adapto », visant à expérimenter une gestion souple du trait de côte sur 10 sites pilotes et à promouvoir ce type de solutions le plus largement possible, a été retenu au titre d'un contrat « Life » de l'Union européenne pour une durée de 4 ans. Sous l'autorité hiérarchique du directeur de la DGPAT, le travail du coordinateur du programme Life adapto, consistera à assurer la mise en œuvre des actions inscrites dans ce programme et à coordonner le travail de l'ensemble des intervenants.
A ce titre, le coordinateur encadre hiérarchiquement l'équipe projet (deux chargés de projet et un assistant administratif) et est en relation fonctionnelle avec les délégués, les délégués adjoints, les chargés de mission (chargés des sites en délégation) et le cas échéant les vacataires en délégation affectés au projet.

Les principales missions demandées sont les suivantes :

- Etre l'interlocuteur unique de la commission européenne (échanges écrits et oraux), rédaction de rapports, de bilans, de tableaux de suivis…
- Assurer le pilotage de l'ensemble du projet et des agents y concourant.
- Assurer la mise en œuvre du programme, en veillant à faire respecter les termes du contrat Life, dont les contraintes budgétaires, méthodologiques et temporelles inscrites dans le programme.

- Assurer le bon déroulement des actions transversales, communes aux 10 sites (rédaction de cahiers des charges, relationnel avec les prestataires et communication sur les actions menées).
- Capitaliser les expériences menées sur les sites et les diffuser au réseau.
- Développer le réseau d'échanges du Conservatoire du littoral à l'international vis-à-vis du projet, pour renforcer la « réplicabilité » du programme.
- Organiser les réunions nécessaires à la bonne marche du projet à l'échelon national (colloque de restitution, comité de pilotage, comité technique…).
- Assurer le suivi des études et des travaux menés sur les 4 sites situés sur la façade atlantique.

Compétences requises

- Expérience en gestion et suivi de projet, notamment européen
- Le coordinateur étant l'interlocuteur privilégié de la commission européenne, la maitrise de la langue anglaise, à l'oral et à l'écrit, est impérative
- Rigueur, organisation, autonomie
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Très bon relationnel (rôle d'animateur)
- Disponibilité horaire et mobilité géographique pour assurer les déplacements liés aux fonctions
- Connaissances SIG appréciées

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la DGPAT. Il est en relation fonctionnelle avec les agents de la direction de la gestion patrimoniale, et notamment la responsable de la mission interface Terre-Mer, avec les délégués de rivages, la DAFSI (action foncière) et le secrétariat général.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A, agent contractuel ou fonctionnaire en détachement pour une durée déterminée de 3 ans à temps complet (prolongation possible d'une année conformément à la durée de 4 ans du Life).
Formation universitaire ou équivalent à bac +5, avec une expérience en gestion de projet.
Ce poste nécessite des déplacements fréquents à l'échelle nationale.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées de la copie des diplômes, sont à adresser **au plus tard le 31 décembre 2017 ;**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

Nadia SANZ-CASAS, responsable de la mission Interface Terre-Mer, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : n.sanz-casas@conservatoire-du-littoral.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute Un chargé de projet programme Life Manche mer du Nord (H/F) (CDD de 3 ans)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, de la direction de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Description des missions de la DGPAT

La DGPAT est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.
Outre son directeur, la DGPAT est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire.
Par ailleurs, une équipe projet de quatre agents sera constituée en 2018 pour mener à bien le programme « adapto ».

Description du poste à pourvoir

Un programme, nommé « adapto », visant à expérimenter une gestion souple du trait de côte sur 10 sites pilotes et à promouvoir ce type de solutions le plus largement possible, a été retenu au titre d'un contrat « Life » de l'Union européenne pour une durée de 4 ans.

Sous l'autorité hiérarchique du coordinateur du programme Life et sous l'autorité fonctionnelle des délégués, le chargé de mission Manche Mer du Nord en charge du programme Life adapto, assurera la mise en œuvre des actions inscrites dans ce programme pour les sites de la Baie d'Authie (62 et 80), de l'Estuaire de l'Orne (14) et de la Baie de Lancieux (22).

A ce titre, le chargé de projet :

- Assure la mise en œuvre du programme sur les 3 sites en veillant à faire respecter les termes du contrat Life, dont les contraintes budgétaires et temporelles inscrites dans le programme.
- Rédige des rapports à destination de la commission européenne.
- Constitue le relais régional pour les études et enquêtes nationales liées au programme (écologie, économie, perception sociale, pédagogie à l'environnement…).
- Contribue activement à l'organisation des échanges d'expérience et à la préparation de documents et outils média destinés à promouvoir les résultats du programme.

- Participe également en tant que de besoin à la mise en œuvre des actions transversales prévues dans le cadre du programme.

En étroite relation avec les délégations Manche Mer du Nord, Normandie et Bretagne :

- Rédige les cahiers des charges des études et des travaux à réaliser, en assure le suivi et organise les réunions de préparation, de suivi ou de restitution afférentes.
- Contribue au plan local aux réunions nécessaires à la bonne marche du programme (réunions d'information, de concertation, comité technique, comité de pilotage…).

Compétences requises

- Expérience en gestion et suivi de projet
- Capacité de synthèse et qualités rédactionnelles
- Rigueur, organisation, autonomie
- Très bon relationnel, capacité de médiation
- Mobilité géographique pour assurer les déplacements sur les 3 sites.
- Connaissances SIG appréciées.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du coordinateur du programme Life basé à Rochefort (17) au sein de la DGPAT et sous l'autorité fonctionnelle des délégués de rivages de Manche mer du Nord, Normandie et Bretagne.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A, agent contractuel ou fonctionnaire en détachement en contrat à durée déterminée de 3 ans à temps complet (prolongation possible d'une année conformément à la durée de 4 ans du Life). Formation universitaire ou équivalent de bac+3 à bac +5, avec une expérience en gestion de projet.

Ce poste nécessite des déplacements fréquents sur les trois sites.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé à Caen (14).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées de la copie des diplômes, sont à adresser **au plus tard le 31 décembre 2017 ;**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

Nadia SANZ-CASAS, responsable de la mission Interface Terre-Mer, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : n.sanz-casas@conservatoire-du-littoral.fr

ONCFS
Avis n°17-118-DRE **29/11/2017**

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR dès que possible
A pourvoir par voie de mutation interne ou en position normale d'activité pour les fonctionnaires, en contrat de détachement ou en contrat à durée indéterminée
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	Catégorie A+
Fonction :	Chef(fe) de l'unité petite faune sédentaire (F/H)
Affectation :	Direction de la recherche et de l'expertise – Unité petite faune sédentaire
Résidence administrative :	A définir (sur les implantations de la DRE en privilégiant les implantations principales de l'unité : Nantes, Montpellier, Auffargis/Saint Benoist)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE) est l'une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS.
Elle réalise les études, les recherches et les expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle organise les suivis patrimoniaux et le suivi sanitaire de la faune sauvage.
Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats en s'appuyant notamment sur un réseau d'espaces protégés gérés et cogérés par l'ONCFS et sur des réseaux de territoires agricoles et forestiers intégrant des méthodes de gestion favorables à la faune sauvage et ses habitats, mis en place par les organisations professionnelles concernées.
Elle coordonne toutes les initiatives et démarches techniques opérationnelles de la gestion des espèces et des habitats, conduites sur le terrain par les Délégations interrégionales et leurs Services départementaux.

La DRE, appuyée par une Cellule administrative, est organisée principalement autour de cinq Unités thématiques chargées de mettre en œuvre un programme pluriannuel de recherche examiné par la Commission technique du Conseil d'administration, validé par le Conseil scientifique et arrêté par le Directeur général.
Des chargés de mission placés auprès du Directeur ou d'un Chef d'Unité assurent la coordination de missions thématiques ou animent des réseaux partenariaux de territoires protégés, agricoles ou forestiers en lien avec les Délégations interrégionales. Une Cellule d'appui méthodologique placée auprès du Directeur de la recherche et de l'expertise apporte aux Unités de la DRE et le cas échéant aux Cellules techniques des Délégations inter régionales son appui à la conception de la collecte, à la bancarisation, à l'analyse et à la modélisation des données.

L'Unité petite faune sédentaire est en charge des travaux sur les différentes espèces de galliformes sédentaires et de lagomorphes présentes dans notre pays ainsi que d'espèces proches d'intérêt patrimonial.
Son activité s'inscrit largement dans le cadre des suivis des populations, des études démographiques, le cas échéant de leur gestion cynégétique et de la conservation ou amélioration de leur habitat, la plupart de ces espèces présentant une évolution démographique défavorable. Elle est structurée actuellement en cinq équipes, chacune en charge des études menées sur une espèce ou un groupe d'espèces. Elle assure l'animation de quatre réseaux partenariaux de suivi et encadre la mission « agriculture – faune sauvage » de l'ONCFS.
Elle pilote les programmes scientifiques de territoires expérimentaux gérés ou cogérés par l'établissement. Le transfert des connaissances acquises est assuré par des publications scientifiques et techniques, des formations, la participation à des colloques et séminaires. L'Unité est composée d'une trentaine d'agents permanents, administratifs, ingénieurs experts ou spécialistes, techniciens. Elle accueille aussi actuellement une doctorante.

Description de l'emploi

Sous la direction du Directeur de la recherche et de l'expertise, assure la Direction de l'Unité petite faune sédentaire. Est responsable de la définition des programmes et de leur réalisation ainsi que de la gestion des budgets et moyens qui lui sont accordés.
Est assisté par cinq Chefs d'équipe scientifiques et techniques, à qui il délègue largement la responsabilité de la conduite des programmes, et par les personnels administratifs pour la gestion administrative et financière de l'Unité.

Activités principales

- **Management des équipes**
  - Encadrer et diriger l'Unité, en assurant une gestion de proximité et en veillant à la mise en œuvre du dialogue social auprès des personnels placés sous son autorité :
    - encadrement des cinq chefs d'équipes et des agents administratifs et chargés de mission placés sous son autorité (animation, conseil, appui, supervision…) et management du Service (répartition du travail, évaluation, …)
  - Evaluer et gérer les moyens (négociation des budgets, gestion et optimisation des crédits, matériels, …) ;
  - Assurer la liaison avec les Délégués (inter)régionaux des implantations où sont affectés les personnels de son Unité pour la gestion des locaux.

- **Pilotage du programme scientifique et technique de l'Unité**
  - Participer à la définition de la politique globale et de la programmation des activités scientifiques de l'ONCFS.
  - Proposer au Directeur de la recherche et l'expertise, le programme scientifique et technique opérationnel à court et moyen termes de l'Unité petite faune sédentaire, en fonction des demandes des commanditaires institutionnels, des besoins exprimés par les gestionnaires, des propositions d'auto saisine émanant de son propre Service, et des moyens dont il dispose dans le respect des priorités arrêtées dans le Contrat d'Objectifs.
  - Piloter le programme qui lui est confié en définissant les priorités, en évaluant leur conformité aux objectifs, aux textes réglementaires, aux besoins du terrain : animation, coordination, validation scientifique des travaux, respect des échéances, …
  - Apporter expertise et conseils à son Directeur, aux différents services de l'établissement et aux partenaires institutionnels ou conventionnels.

- **Développement des relations externes et partenariats.**
  - Entretenir une veille prospective sur les travaux d'étude similaires effectués dans d'autres institutions, en France ou à l'étranger.
  - Gérer les relations avec les fournisseurs de données, institutions statistiques notamment.
  - Créer et entretenir des partenariats scientifiques et techniques ou participer à des appels d'offre, des appels à projets, etc.
  - Représenter, dans son champ de compétence, le Directeur de la recherche et de l'expertise auprès des ministères de tutelle, des partenaires locaux, régionaux et nationaux, des établissements scientifiques partenaires, des instances européennes et internationales : contribuer à l'élaboration de positions de la tutelle, suivre les partenariats et les coopérations.

- **Valorisation des études et recherches et publication des résultats**
  - Superviser la publication des résultats des recherches et expérimentations, en articles scientifiques et de vulgarisation et en brochures et fiches techniques opérationnelles.
  - Organiser la mise en valeur des résultats obtenus par les différents agents pouvant se traduire par des formations en interne et en externe.
  - Organiser la rédaction d'articles ou de communications lors de colloques ou d'autres réunions.

Conditions particulière d'exercice

Déplacements fréquents à l'extérieur, y compris à l'étranger.
Encadrement d'une équipe dispersée sur l'ensemble du territoire.

Profil attendu

Connaissances	Management public et gestion des ressources humaines. Méthodologies adaptées et reconnues par la communauté des experts, règles déontologiques encadrant l'activité d'études dans le domaine. Techniques de contractualisation et dispositifs de financement et de partenariats extérieurs. Politiques publiques (écologie, agronomie, agriculture, développement durable), contexte institutionnel (y compris au niveau européen). Solides connaissances sur la faune sauvage, et notamment sur le petit gibier sédentaire et sur les outils et méthodes d'analyse de données.
Savoir faire	Animer une équipe d'ingénieurs et techniciens à compétences spécialisées et pluridisciplinaires, grâce à une solide expérience en management hiérarchique et transversal. Définir les priorités scientifiques et opérationnelles et réaliser les arbitrages en conséquence. Évaluer la qualité scientifique des travaux, en référence notamment aux travaux similaires effectués ailleurs. Être inséré dans les réseaux de partenaires effectuant des travaux similaires. Communiquer les résultats des études à différents publics (commanditaires, communauté scientifique, média…) Assurer l'interface entre la hiérarchie institutionnelle et les Chefs d'équipe pour négocier et reformuler de façon opérationnelle les demandes d'études, et élaborer le programme de travail et le plan de diffusion des résultats. Maîtrise orale et écrite de l'anglais.
Savoir-être	Qualités relationnelles. Aptitude à la prise de décisions. Sens de l'initiative, force de proposition. Rigueur.

Diplômes et expérience

Etre titulaire d'un doctorat, si possible dans le domaine de l'écologie ou d'un diplôme de niveau I (BAC + 5) également dans le domaine de l'écologie et d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans dans des fonctions équivalentes.
Une solide expérience de management d'équipes pluridisciplinaires est attendue.

Contact et modalités de candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

M. Guillaume ROUSSET, Directeur de la recherche et de l'expertise, par téléphone au 01.30.46.60.34, ou par courriel à guillaume.rousset@oncfs.gouv.fr

ou

Mme Nirmala SEON-MASSIN, Directrice adjointe de la recherche et de l'expertise, par téléphone au 01.30.46.60.46, ou par courriel à nirmala.seon-massin@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 31 Janvier 2018 -** terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,

ou

- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr
Ou par voie postale, sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Novembre 2017

Chef du service Recrutement emploi formation

Direction des Ressources Humaines

L'Institut national de l'information géographique et forestière*[1] (IGN) est l'opérateur de l'État en matière d'information géographique et forestière de référence, certifiée neutre et interopérable. L'Institut développe en permanence de nouveaux référentiels, produits et géoservices, répondant aux besoins croissants et évolutifs en données cartographiques et en informations géolocalisées.

Puissant acteur public du numérique pour la description multithématique du territoire, l'IGN intervient en appui de la définition, de l'évaluation et de la mise en œuvre des politiques publiques en relation avec différents domaines et dispose de compétences particulières sur la forêt.

L'innovation est au cœur de la stratégie de l'IGN au travers de ses cinq laboratoires de recherche, de son école (ENSG), de son accélérateur de projets de géoservices numériques (IGNfab), de ses experts forestiers et des prestations réalisées par IGN Conseil, IGN Espace et les travaux spéciaux de géodésie-nivellement.

Contexte du poste

L'IGN, face aux enjeux liés à l'évolution de son environnement et à la nécessaire adaptation de ses activités, souhaite faire de la fonction ressources humaines un levier essentiel de sa stratégie. Dans ce contexte, la DRH assiste la direction de l'établissement dans la mise en œuvre de la politique des ressources humaines.

À ce titre, elle garantit l'adéquation entre les emplois, les effectifs et les compétences, joue un rôle de conseil et d'aide à la décision auprès des managers ; elle assure la gestion administrative des personnels et leur accompagnement dans le cadre de leur évolution professionnelle; elle veille aux conditions de travail grâce à ses actions de prévention et à l'amélioration des conditions de vie des personnels grâce à ses actions de prestations sociales.

Ses missions s'inscrivent dans le cadre : d'un dialogue de gestion permanent avec les services des ministères de tutelles, le contrôle budgétaire, l'agence comptable ainsi que les directions et services supports de l'IGN ; d'un dialogue social par lequel la DRH est garante de la continuité et de la qualité des relations avec les partenaires sociaux ; d'un partage de la fonction RH avec les encadrants ; d'une démarche qualité s'intégrant dans un processus d'amélioration continue et socialement responsable.

Missions

Le service recrutement emploi formation est chargé de l'accompagnement du parcours professionnel des agents, de la mobilité, des recrutements, de la maîtrise d'ouvrage formation continue.

Le chef du service recrutement emploi formation est responsable :

- du pilotage du processus d'accompagnement des parcours professionnels des agents,
- du pilotage du processus de mobilité, de recrutement,
- du pilotage de la GPEEC et des dotations annuelles des directions,
- du pilotage de la maitrise d'ouvrage de la formation continue, du plan d'action de formation et de son actualisation.

Il participe aux réflexions sur la politique de gestion des RH. Il assure un rôle de diffusion d'informations et de conseil en matière de recrutement, parcours professionnel et compétences vis-à-vis des services et des agents.

[1] L'IGN est un établissement public administratif placé sous double tutelle des ministres chargés du développement durable et des forêts. - Pour plus d'informations : www.ign.fr

A ce titre, il :

- contribue aux activités de la DRH.
- met en œuvre les orientations RH relevant de l'activité du SREF.
- pilote les processus de mobilité interne et externe, de recrutement.
- contribue à la mise en œuvre des démarches GPEEC initiées avec les directions métier (campagne de dotation annuelle RH des directions, dialogue de gestion, projections emplois compétences), en développant les outils pertinents.
- accompagne les réflexions relatives à l'évolution des métiers
- participe au processus de contrôle budgétaire pour le suivi et le pilotage des effectifs.
- pilote les processus d'accompagnement des agents de l'IGN : parcours professionnel, formation continue.
- fait évoluer les processus dont il a la responsabilité par la recherche d'une meilleure efficacité.
- coordonne les activités du SREF avec les autres services de la DRH dans un souci d'amélioration de la transversalité.
- assure les relations avec les services de l'IGN et les interlocuteurs externes.

Le chef du service recrutement emploi formation est placé auprès de la directrice des ressources humaines membre du comité de direction de l'établissement

Il manage une équipe de 8 chargés de développement RH et une assistante

Profil recherché

Expérience :

- Disposer :
  - d'une bonne expérience d'encadrement et d'animation d'une équipe,
  - de compétences en matière de recrutement, de gestion des effectifs, de gestion des compétences, de formation continue,
  - de connaissances en matière budgétaire et en pilotage de plafond d'emploi et de masse salariale.
- Avoir une connaissance du statut de la fonction publique.
- Maitriser la communication écrite et orale à des niveaux hiérarchiques variés.

Compétences et aptitudes requises :

- Sens de la communication et de la négociation,
- Esprit de synthèse,
- Capacité d'analyse et d'organisation,
- Sens du travail en équipe, aptitude au management,
- Sens de la discrétion et de la confidentialité,
- Autonomie, force de proposition,
- Qualités relationnelles et rédactionnelles.

Conditions

Catégorie : fonctionnaire ou contractuel de catégorie A/A+

Prise de poste 01/01/2018

Lieu de travail : Saint Mandé (Val-de-Marne)

Contact

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

sous la référence CWA-SREF

Date limite de candidature : 22 décembre 2017

Parc national de la Guadeloupe

FICHE DE POSTE

INTITULE du POSTE

DÉVELOPPEUR SIG

TYPE DE RECRUTEMENT : POSTE DE CATÉGORIE B, OUVERT PRIORITAIREMENT AUX FONCTIONNAIRES DES TROIS FONCTIONS PUBLIQUES ET PAR DÉFAUT AUX CONTRACTUELS DE NIVEAU ÉQUIVALENT (CDD 3 ANS DANS CE CAS)

LOCALISATION	RESIDENCE ADMINISTRATIVE
Service système d'information	*SAINT-CLAUDE*

DÉFINITION SYNTHÉTIQUE

Le service SI a été créé au sein du Parc national de la Guadeloupe en 2006. Il est chargé de mettre en place les moyens techniques et de réunir les compétences adéquates en vue de récolter, stocker, traiter et restituer l'ensemble des informations nécessaires et utiles au bon fonctionnement de l'établissement. Pour ce faire, le SSI regroupe plusieurs compétences, chacune spécialisée dans un domaine :

- géomatique : 1 chef de service et 2 chargées de mission
- informatique : 1 administrateur systèmes, réseaux et télécommunication assisté d'un agent pour la maintenance
- publication assistée par ordinateur : 1 infographiste
-

Cadre général de la mission

Dans le domaine du SIG, le Parc national de la Guadeloupe intervient principalement pour répondre aux besoins en cartographie des agents et des partenaires. La tendance d'aujourd'hui consiste de plus en plus en la création d'interfaces web dynamiques et moins de cartographie classique papier. A ce titre, le Parc national gère plusieurs outils de type web utilisant diverses technologies : Rando Guadeloupe, KaruNati, KaruGéo… En interne, la solution Qgis Server a été retenue pour la création d'applications web. Le réseau interparcs a quant à lui retenu des solutions de développements libres pour la réalisation d'applications communes (Python, Flask, Openlayers) sur lesquelles le développeur SIG pourra apporter sa contribution.

Sous l'autorité du chef du service, le développeur SIG a pour missions principales :

- Développer de nouveaux produits numériques (Web-SIG, applications) : création d'outils, production des contenus, rédaction de cahier des charges...
- Alimenter et gérer les bases de données : recherche, collecte, intégration, mises à jour
- Contribuer aux études : production de requêtes, d'indicateurs et de cartographies pour les collaborateurs
- Prendre en charge diverses tâches liées aux missions du service

Parc national de la Guadeloupe
Habitation Beausoleil • Montéran • 97120 Saint-Claude • BP 93
Tél. +590 5 90 80 86 00 • Fax +590 5 90 80 05 46
www.guadeloupe-parcnational.fr • contact@guadeloupe-parcnational.fr

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- **Développer de nouveaux produits numériques**
  En fonction des projets, il s'agira de réaliser à la demande des interfaces de visualisation dynamique des données du SIG. Les outils à mettre en œuvre et les technologies retenus seront adaptés au besoin (outil interne, grand public ou expert). Les interfaces seront à alimenter et à faire évoluer tout au long de leur durée de vie.

- **Alimenter et gérer des bases de données**
  Saisir, réceptionner, contrôler et intégrer les données géographiques et alphanumériques au sein du SI et des bases de données.
  Extraire et fournir des données aux partenaires en fonction de la demande
  Décrire les données SIG et les documents produits dans un outil de métadonnées normé

- **Contribuer aux études**
  Effectuer à partir des données brutes récoltées sur le terrain et des données de référence des traitements (statistiques, cartographie thématique...) qui permettent de cartographier et de rendre lisible sous toute autre forme les données (graphiques, schémas, tableaux d'analyse, datavisualisation…)

- **Prendre en charge diverses tâches liées aux missions du service**
  Assurer une assistance de premier niveau aux utilisateurs sur les outils SIG et nomades (GPS, logiciels SIG, saisie mobile), accompagner les agents dans la prise en main des outils et dans un cadre plus large sur les outils du SI (logiciels bureautique, informatique...).
  Prendre en charge la réalisation des travaux annexes (reproduction de documents, plastification...)

CONDITIONS DE TRAVAIL

Travail essentiellement de bureau, sur écran informatique. Être en bonne condition physique pour ponctuellement accompagner sur le terrain les agents dans le cadre de leurs missions.

COMPÉTENCES REQUISES

Poste à fort positionnement transversal :
en interne réponse aux demandes de l'ensemble des agents du Parc. Liens privilégiés avec les services Patrimoines, pôles Cœur forestier, Aire d'adhésion et Milieux marins.
En externe, relation avec les partenaires institutionnels locaux (DEAL, ONF, CdL, CARSPAW, AAMP, CR971, CD971...), les communes adhérentes à la Charte de territoire.

COMPÉTENCES ET SAVOIR-FAIRE

- Maîtrise des principaux langages de développement web (PhP, Python, Javascript, CSS)
- Maîtrise des bases de données relationnelles et de leur langage (SQL, PostGreSQL-PostGIS)
- Maîtrise des solutions de cartographie dynamique (Qgis Server, MapServer, Openlayers, Leaflet)
- Connaissance de Bootstrap, AngularJS, Git
- Connaissance en SIG (QGIS ou autre)
- Connaissance générale des systèmes informatiques et des systèmes d'information

COMPÉTENCES SAVOIR ÊTRE

- Capacité à être efficace et autonome dans l'organisation de son activité
- Capacité à être à l'écoute et réceptif aux demandes formulées
- Organisé, méthodique et rigoureux, esprit d'équipe et de service

MODALITÉS DE CANDIDATURE

POSTE DE CATÉGORIE B, OUVERT PRIORITAIREMENT AUX FONCTIONNAIRES DES TROIS FONCTIONS PUBLIQUES ET PAR DÉFAUT AUX CONTRACTUELS DE NIVEAU ÉQUIVALENT (CDD 3 ANS DANS CE CAS)

Envoyer une lettre de motivation et curriculum vitae par voie électronique (sujet : Candidature Développeur SIG PNG)

Directeur : Monsieur Maurice ANSELME
maurice.anselme@guadeloupe-parcnational.fr

Date limite de dépôt des candidatures : **12 janvier 2018**
Prise de poste : **1er février 2018**

MODE DE SÉLECTION

- Présélection sur dossier.
- Entretien avec un jury en direct ou par visioconférence

LOCALISATION

Poste basé à Saint Claude, Guadeloupe.

CONTACTS

Pour les questions techniques
Alain FERCHAL : Chef du service Système d'information
Courriel : alain.ferchal@guadeloupe-parcnational.fr
Tél. 0590 41 55 80

Pour les questions administratives
Maggy ASDRUBAL, Responsable des Ressources Humaines
maggy.asdrubal@guadeloupe-parcnational.fr
Tél :0590 41 55 36

Information sur le Parc national de la Guadeloupe
Tél. 0590 41 55 55
http://www.guadeloupe-parcnational.fr
http://www.parcsnationaux.org

Chargé (e) de mission « faune sauvage »
(gestion cynégétique, interaction faune sauvage/faune domestique)

Poste à temps plein de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques, aux agents contractuels sous-quasi-statut et, par mesure dérogatoire, aux contractuels.

Le poste est basé à Nice sous l'autorité de la Cheffe du service Connaissance et Gestion du Patrimoine.

Il est à pourvoir à compter du 15 avril 2018.

La date de limite de réception des candidatures Par le Parc National est fixée au **19 janvier 2018**, **(avant 17 heures)**.

1. Cadre général du poste

Le Parc national du Mercantour, établissement public à caractère administratif (EPA) est placé sous tutelle du ministre chargé de l'écologie.
L'équipe de direction est composée d'un directeur, d'un directeur adjoint, de trois cheffes de service (Connaissance et Gestion du Patrimoine, Sensibilisation et Valorisation du Territoire et Secrétariat Général), du chef de la cellule du Système d'Information (SI) et des 5 chefs de services territoriaux.
L'établissement compte 80 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%) distribués en 5 services territoriaux.

2. Missions

2.1. Mission grande faune

en interne,

- coordonne, organise, met en œuvre les inventaires et suivis sur les espèces cynégétiques (ongulés sauvages, galliformes de montagne...), rédige les notes de service
- coordonne et participe à des études sur ces espèces
- forme les agents de terrain aux suivis scientifiques selon les protocoles en vigueur au Parc national du Mercantour en lien avec la stratégie scientifique
- assure la pérennité et la centralisation des données collectées dans le cadre de ces protocoles
- analyse, rend compte et diffuse les résultats de ces suivis
- coordonne le protocole de veille sanitaire et épidémiologique de la faune sauvage, notamment en accompagnant la formation des agents et en contribuant à définir une mise en œuvre adaptée au contexte du PNM
- transfère les connaissances vers des actions de gestion : conseil dans les activités du territoire en interaction avec la faune (agropastoralisme, sylviculture, activités de plein air), notamment par un appui dans l'élaboration des MAEC et des demandes d'avis ou d'autorisations

en externe,

- assure un rôle de représentation du PNM auprès de nombreux partenaires (ONCFS, OGM, Fédérations des chasseurs 06 et 04, laboratoires vétérinaires départementaux…) et instances (CDCFS)
- participe comme référent, aux groupes de travaux de l'AFB sur ses thématiques
- monte, anime et rend compte des actions menées en partenariat
- participe aux groupes de travaux en lien avec les espèces cynégétiques, assure le transfert d'informations et de données auprès des partenaires concernés

2.2. Mission Loup

en interne,

- coordonne et anime le protocole de suivi du loup à l'échelle du PNM
- assure la collecte, la centralisation et la saisie des données
- organise la formation des agents (correspondants du Réseau loup)
- participe et est force de proposition, pour les programmes de connaissance et d'évaluation des moyens de protection, en vue d'améliorer leur efficacité
- centralise les informations émanant du Réseau loup et du terrain pour être une source d'information montante et descendante sur cette espèce en interne et répond aux diverses sollicitations extérieures
- participe à la stratégie de communication du PNM sur le loup à la demande de la direction ou du service SVT (éléments de langage, technique et scientifique)

en externe,

- assure la collaboration avec le Réseau loup de l'ONCFS (saisie et transmission des données / stockage, centralisation et transmission des échantillons / participation aux analyses génétiques / participation à la rédaction du Bulletin Loup, …)
- en relation avec la chef de service et la direction, représente l'établissement aux différentes instances

Mission constat loup

- coordonne sur l'ensemble du territoire du Mercantour, les opérations de constat en lien avec le coordinateur constats, avec les chefs de ST et les organismes partenaires (DDT, ONCFS)
- organise la continuité temporelle de cette mission avec le coordinateur constats qu'il encadre et assure des astreintes si nécessaire
- anime et coordonne l'équipe d'agents et de vacataires chargés des constats (embauche, formation, management, fourniture et suivi des équipements et du matériel…) en lien avec le Secrétariat général
- assure la veille téléphonique (astreinte certains week-end) pour la réception des demandes de constat en relation avec la DDT et organise les interventions
- réalise le suivi et bilan régulier des différentes interventions

2.3. Programmes sur fonds externes

Dans le cadre de projets sur fonds externes (ALCOTRA, Life, …),

- participe au montage des dossiers sur les thématiques le concernant en lien avec la cellule stratégie territoriale
- organise, assure le suivi et contrôle la réalisation des actions et du budget pour ces actions, en particulier le programme ALCOTRA Lemed Ibex dont il est le principal référent
- assure le lien avec les autres partenaires du projet (réunions, formations, mise œuvre des

actions)
- rédige les pièces justificatives nécessaires pour rendre compte du déroulement du projet auprès des financeurs

2.4. Sur l'ensemble de sa mission

- intègre les résultats dans le format des bases de données du Parc
- valorise les connaissances acquises en interne et en externe
- apporte une expertise aux autres unités du Parc national (services et antennes territoriales)
- suit la mise en œuvre de la Charte, du plan d'actions du Parc européen et des autres outils de planification (COB, Documents d'objectifs Natura 2000) au titre des dossiers concernés
- apporte sa contribution aux grands projets portés par l'établissement (UNESCO …).

3. Relations hiérarchiques et fonctionnelles

En interne, l'agent exécute sa mission sous l'autorité du chef de service CGP en lien fonctionnel avec les autres services du siège et services territoriaux de l'établissement.
En externe, il exécute sa mission en contact régulier avec les usagers locaux (chasseurs/éleveurs/bergers) et les services partenaires (principalement DDT, FDC, ONCFS et LDV). Il représente le PNM en lien étroit avec le chef de service et la direction à certaines instances (CDCFS, Comité Départemental Loup, …).

4. Compétences requises

4.1. Savoirs et connaissances

- Bonne connaissance des espèces (grande faune), de la gestion de ces espèces et des réseaux nationaux propres à ces espèces (loup, galliformes, bouquetin, …) ;
- Bonne compréhension du fonctionnement des pratiques cynégétiques et pastorales sur le Mercantour ou un massif à problématique similaire ;
- Capacité à rendre compte, à formuler des problématiques et des recommandations ;
- Capacité de management d'un réseau d'intervenants ;
- Forte aptitude à l'animation, la pédagogie et la vulgarisation ;
- Bonne pratique des logiciels bureautiques et compétences en logiciel SIG souhaitées ;
- Expérience dans un poste similaire ;
- Bonne pratique de la montagne sur terrain parfois difficile.

4.2. Savoir être, qualités, attitudes/comportements

- Qualité pédagogique et capacité d'écoute ;
- Capacité à travailler sur un sujet sensible, dans un contexte de fortes pressions ;
- Capacité à s'intégrer à une équipe de travail ;
- Rigueur, méthode ;
- Disponibilité ;
- Autonomie ;
- Aptitudes au travail en mode projet ;
- Permis de conduire.

Ce poste implique des périodes d'astreinte ou de service durant les samedis, dimanches, jours fériés et de façon exceptionnelle des services de nuit en cas d'urgence. Durant la période estivale, aucune absence de plus de quinze jours consécutifs ne sera autorisée sauf autorisation exceptionnelle du directeur en raison de l'obligation d'assurer au mieux la gestion des dégâts des grands prédateurs aux troupeaux domestiques.

5. Modalités de recrutement

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle.

Les dossiers de candidature seront adressés exclusivement ***par voie électronique avant le 19 janvier 2018, 17 heures.***

Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement, début février 2018, au siège de l'établissement.

Les candidatures sont à adresser à :

Nathalie.siefert@mercantour-parcnational.fr
Yvette.truchi@mercantour-parcnational.fr
marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Pour tous renseignements complémentaires, les personnes à contacter :

Madame Nathalie Siefert
Chef du service Connaissance Gestion du Patrimoine
Tel : 04 93 16 78 87 – mail : nathalie.siefert@mercantour-parcnational.fr

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
Représentant(e) Sous-régional de l'OIE à Bruxelles

Catégorie : A +
Cotation parcours professionnel : 3
Date de prise de poste souhaitée : 1er semestre 2018

<table>
<tr><td>PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL</td><td colspan="2">L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, qui a son siège à Paris, compte 180 Pays Membres et dispose de 12 Représentations régionales ou Représentations sous régionales sur tous les continents.
Parmi les 53 pays de la Commission Europe de l'OIE, la représentation sous régionale à Bruxelles est notamment en charge du suivi des relations avec les Etats membres et institutions de l'Union européenne. Elle contribue aux activités déployées par l'OIE dans la région et assure le secrétariat du GF-TADs (plan-cadre mondial FAO/OIE pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières) Europe ainsi que celui de la « Task force » de la Commission régionale de l'OIE pour l'Europe ; elle suit par ailleurs les travaux de la plateforme européenne de l'OIE pour le bien-être animal.
En liaison avec la Représentation régionale de Moscou et la Représentation sous régionale d'Astana, elle est en charge du site internet de l'OIE pour la région Europe et contribue à la visibilité de l'Organisation dans cette région.
Basée dans les locaux de l'AFSCA, l'Agence belge de contrôle de la chaîne alimentaire, la Représentation Sous-régionale est en relation avec de nombreuses organisations et associations ayant leur siège à Bruxelles.
Le (la) Représentant(e) Sous-régional(e) aura en charge le pilotage d'une équipe de 3 personnes (2 experts vétérinaires et 1 assistant) qui sont en cours de recrutement.</td></tr>
<tr><td>OBJECTIFS DU POSTE</td><td colspan="2">Ce poste a pour objectif d'assurer:
- le bon fonctionnement de la Représentation sous régionale ;
- le suivi des relations avec les Etats membres et les organisations basées à Bruxelles ;
- la mise en œuvre de la feuille de route régionale reprenant les actions et priorités de l'OIE.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</td><td colspan="2">Sous l'autorité de la Directrice Générale (ou des personnes qu'elle mandate à cet effet) et sous la supervision du Chef du Service des actions régionales, la mission du (de la) Représentant(e) Sous-régional(e) sera :
- de piloter et d'animer l'équipe de la Représentation sous régionale ;
- de suivre les aspects administratifs et budgétaires ;
- de déployer les activités issues de la feuille de route régionale ;
- d'assurer la liaison avec le Siège, les Etats membres de la Sous-région ou de la région Europe de l'OIE pour certaines activités (secrétariat du GF-TADs Europe et de la Task force Europe, plateforme européenne pour le bien-être animal), les Institutions et organisations basées à Bruxelles ;
- de représenter l'OIE au niveau sous-régional ;
- de contribuer à assurer la visibilité et la transparence des activités de l'OIE à travers le site internet régional.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Le/la Représentant(e) Sous-régional(e) travaillera en relation étroite avec :
- les différents services au siège de l'OIE, notamment le Service des actions régionales ;
- la Représentation régionale de l'OIE à Moscou et la Représentation sous régionale d'Astana
- les Pays Membres de l'OIE de la région Europe ;
- les institutions et organisations européennes ou internationales ayant leur siège à Bruxelles (Commission européenne, COPA-COGECA, Organisation mondiale des Douanes, entre autres).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Docteur vétérinaire.
- Expérience à l'international, notamment dans la mise en œuvre des normes ou programmes de santé animale.
- Parfaite maîtrise de l'anglais (à l'écrit et à l'oral). La connaissance d'une autre langue officielle de l'OIE est un atout.
- Maîtrise des outils informatiques. La maîtrise d'Access et des systèmes d'information géographique est un atout.</td><td>- Aptitude à manager et à travailler en équipe.
- Expérience des relations institutionnelles
- Facultés d'adaptation.
- Sens de l'organisation.
- Capacités de synthèse.</td></tr>
</table>

PERSONNES A CONTACTER	Loïc Evain – Directeur général adjoint, CVO – DGAL- mail : loic.evain@agriculture.gouv.fr – Tel 01 49 55 81 77 Stéphanie Flauto – DGAL- Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 81 20 Sophie Palin – DGAL - Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : sophie.palin@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 45 26 Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, BMSA à Clément DE CARHEIL clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) à Paris
Chargé(e) de mission – Service des statuts

Catégorie : A +
Cotation parcours professionnel : 2 / RIFSEEP ISPV : 4
Date de prise de poste souhaitée : prise de poste immédiate

<table>
<tr><td>PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL</td><td colspan="2">L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, qui a son siège à Paris, compte 180 Pays Membres et dispose de 12 Représentations ou Bureaux sur tous les continents.
Le Service des statuts est notamment responsable de la procédure relative aux statuts sanitaires officiellement reconnus par l'OIE ; cette procédure se rapporte aux statuts indemnes de fièvre aphteuse, de peste des petits ruminants, de peste porcine classique, de péripneumonie contagieuse bovine et de peste équine, au statut vis-à-vis du risque d'encéphalopathie spongiforme bovine, et à la validation des programmes nationaux officiels de contrôle de la fièvre aphteuse, de la peste des petits ruminants et de la péripneumonie contagieuse bovine. En outre, le Service des statuts est également en charge du suivi des Stratégies mondiales pour le contrôle de la fièvre aphteuse et pour le contrôle et l'éradication de la peste des petits ruminants.
Les principales activités du Service des statuts sont :
• garantir le respect de la procédure relative aux statuts sanitaires officiellement reconnus par l'OIE et aux programmes officiels de contrôle validés par l'OIE ; la réviser le cas échéant ;
• soutenir les Pays membres désireux d'obtenir ou de maintenir le statut officiellement indemne d'une maladie ; soutenir les groupes ad hoc et la Commission scientifique pour les maladies animales lors de l'évaluation des dossiers fournis par les Pays membres en ce sens ;
• assurer le suivi des activités liées aux Stratégies mondiales pour le contrôle de la fièvre aphteuse et pour le contrôle et l'éradication de la peste des petits ruminants, en étroite collaboration avec les partenaires de l'OIE concernés.
Le Service des statuts est également responsable des auto-déclarations de statut sanitaire indemne des pays membres et du suivi et de la mise en œuvre des normes de l'OIE vis-à-vis des mouvements des chevaux de compétition.</td></tr>
<tr><td>OBJECTIFS DU POSTE</td><td colspan="2">Destiné à renforcer l'équipe du Service des statuts, ce poste a pour objectif de contribuer à :
- l'application de la procédure pour la reconnaissance et le maintien des statuts officiels et pour la validation des programmes officiels de contrôle ;
- l'application des normes de l'OIE dans ces domaines ;
- la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour le contrôle de la fièvre aphteuse ;
- l'amélioration durable de la situation sanitaire mondiale.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</td><td colspan="2">Sous l'autorité du Directeur Général (ou des personnes qu'il mandate à cet effet) et sous la supervision du Chef du Service des statuts, la mission principale du/de la Chargé(e) de mission sera :
- d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour le contrôle de la fièvre aphteuse ;
- d'appliquer la procédure pour la reconnaissance officielle des statuts sanitaires ;
- de contribuer à assurer la visibilité et la transparence des activités du Service des statuts (publication d'analyses, d'articles, alimentation des pages web dédiées).</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Le/la chargé(e) de mission travaillera en relation étroite avec :
- les différents services au siège de l'OIE et les Représentations régionales et sous-régionales;
- les Pays Membres de l'OIE concernés par la procédure de reconnaissance des statuts officiels ;
- les experts des groupes ad hoc en charge de l'évaluation des dossiers envoyés par les Pays membres ;
- les membres (OIE et FAO) du groupe de travail sur la fièvre aphteuse du GF-TADs (plan-cadre mondial FAO/OIE pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières) ;
- les autres bénéficiaires des interventions du Service des statuts.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Docteur vétérinaire.
- Expérience dans le développement et/ou la mise en œuvre de programmes de lutte contre les maladies animales.
- Parfaite maîtrise de l'anglais (à l'écrit et à l'oral). La connaissance d'une autre langue officielle de l'OIE est un atout.
- Maîtrise des outils informatiques. La maîtrise d'Access et des systèmes d'information géographique est un atout.</td><td>- Aptitude à travailler en équipe.
- Facultés d'adaptation.
- Sens de l'organisation.
- Capacités de synthèse.</td></tr>
</table>

PERSONNES A CONTACTER	Loïc Evain – Directeur général adjoint, CVO – DGAL- mail : loic.evain@agriculture.gouv.fr – Tel 01 49 55 81 77 Stéphanie Flauto – DGAL- Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 81 20 Sophie Palin – DGAL - Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : sophie.palin@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 45 26 Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, BMSA à Clément DE CARHEIL clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr